Spedizione in abbonamento postale

Anno 96° — Numero 101

# GAZZETTA  UFFICIALE

## DELLA REPUBBLICA ITALIANA

*PARTE PRIMA* Roma - Martedì, 3 maggio 1955 SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TELEF. 550-139 551-236 551-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO LA LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - TELEF. 841-089 841-737 850-144

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

| ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI | ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni) |
| --- | --- |
| In ITALIA: Abbonamento annuo L. 8020 Semestrale L. 4510 Trimestrale L. 2510 Un fascicolo L. 40. | In ITALIA: Abbonamento annuo L. 8020 - Semestrale L. 4510 Trimestrale L. 2510 Un fascicolo L. 40. |
| All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia. | All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia. |

*I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione*

**L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato Libreria dello Stato - Roma**

Per gli annunzi da inserire nella "Gazzetta Ufficiale" veggansi le norme riportate nella testata della parte seconda

La « Gazzetta Ufficiale » e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso i negozi della Libreria dello Stato in Roma, via XX Settembre (Palazzo del Ministero delle Finanze); via del Corso n. 234 (angolo via Marco Minghetti n. 23-24); in MILANO, Galleria Vittorio Emanuele n. 3; in NAPOLI, via Chiaia n. 5; in FIRENZE, via Cavour n. 46 r; in TORINO, via Roma n. 80 (Salone " La Stampa ") e presso le Librerie depositarie di tutti i Capoluoghi di Provincia.
Le inserzioni nella Parte II della « Gazzetta Ufficiale » si ricevono in ROMA — presso la Libreria dello Stato (Ufficio Inserzioni — via XX Settembre — Palazzo del Ministero delle Finanze). Le Agenzie della Libreria dello Stato in: Milano, Galleria Vittorio Emanuele n. 3 — Firenze, via Cavour n. 46 r — Napoli, via Chiaia n. 5 — Torino, via Roma n. 80 (Salone " La Stampa ") sono autorizzate ad accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

## SOMMARIO

### LEGGI E DECRETI

### 1954



### 1955

## DISPOSIZIONI E COMUNICATI



## CONCORSI ED ESAMI



# LEGGI E DECRETI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 23 novembre 1954, n. 1524.

**Esecuzione dell'Accordo fra l'Italia e la Jugoslavia concernente l'approvvigionamento idrico del comune di Gorizia, concluso a Roma il 26 luglio 1954 e relativo scambio di Note.**

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 87 della Costituzione;
Sentito il Consiglio dei Ministri;
Sulla proposta del Ministro per gli affari esteri, di concerto con i Ministri per l'interno e per il tesoro;

Decreta:

*Articolo unico.*

Piena ed intera esecuzione è data all'Accordo tra il Governo della Repubblica Italiana e il Governo della Repubblica Popolare Federale Jugoslava, concluso a Roma il 26 luglio 1954, relativo all'approvvigionamento idrico del comune di Gorizia, a decorrere dalla data della sua entrata in vigore, in conformità a quanto è previsto dall'art. 16 dell'Accordo stesso.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 23 novembre 1954

EINAUDI

SCELBA — MARTINO — GAVA

Visto, *il Guardasigilli*: DE PIETRO
*Registrato alla Corte dei conti, addì* 8 *aprile* 1955
*Atti del Governo, registro n.* 90, *foglio n.* 25. — CARLOMAGNO

**Accord entre le Gouvernement de la République italienne et le Gouvernement de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie, concernant l'alimentation en eau de la Commune de Gorizia, conformément à l'Annexe V au Traité de Paix avec l'Italie.**

Le Gouvernement de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie et le Gouvernement de la République Italienne, dans le but de régler d'un commun accord la question de l'alimentation en eau de la Commune de Gorizia conformément à l'Annexe V au Traité de Paix, sont convenus de ce qui suit:

Art. 1

*Objet de l'Accord*

La République Populaire Fédérative de Yougoslavie assurera, au moyen de ses installations de Mrzljek (Fontefredda) et de Kromberg (Moncorona), gérées par l'Uprava Goriških Vodovodov à Nova Gorica (Administration des Aqueducs de Gorizia à Nova Gorica), l'alimentation en eau de la partie de la Commune de Gorizia qui, aux termes du Traité de Paix, est restée en Italie.

La République Populaire Fédérative de Yougoslavie déclare que la République Italienne a rempli l'engagement, prévu par le Traité de Paix, d'assurer l'ali-

mentation en eau, à travers son propre réseau, des localités yougoslaves de Sampeter (San Pietro), Rożna dolina (Valdirose) et Rafut. Cet engagement a pris fin, à la demande de la Yougoslavie, le 12 avril 1954.

Art. 2

*Modalités de la fourniture de l'eau*

L'Uprava Goriških Vodovodov à Nova Gorica fournira l'eau à la Commune de Gorizia au moyen de la conduite principale existante, du diamètre de 450 mm., qui amène l'eau au réservoir situé sur le Castello de Gorizia.

Art. 3

*Quantité de la fourniture de l'eau*

L'Uprava Goriških Vodovodov à Nova Gorica assurera à la Commune de Gorizia, sur la base de la quantité d'eau qui a été habituellement fournie à cette région dans le passé, une quantité annuelle maximum de 4.500.000 (quatre millions cinq cent mille) mètres cubes d'eau, quantité qui représente 85 % de la capacité de production globale actuelle des installations de Mrzljek (Fontefredda) et Kromberg (Moncorona), tandis que les 15 % restants seront destinés à la consommation en territoire yougoslave.

En principe, la quantité d'eau réservée à la Commune de Gorizia lui sera fournie à raison d'un contingent quotidien approximatif de 12.400 (douze mille quatre cents) mètres cubes. Ce contingent pourra être augmenté suivant les besoins de la Commune de Gorizia, mais ne pourra dépasser ni 13.800 (treize mille huit cents) mètres cubes par jour, ni la quantité globale prévue au premier alinéa du présent article.

Art. 4

*Variations de la fourniture de l'eau*

S'il était nécessaire de fournir des quantités d'eau supérieures aux quantités fixées à l'art. 3, la Commission Mixte prévue à l'art. 13 examinera la question et l'exposera, en formulant des propositions appropriées, aux deux Gouvernements intéressés.

Au cas où, pour une cause quelconque, la quantité d'eau disponible provenant des sources d'alimentation de Mrzljek (Fontefredda) et Kromberg (Moncorona) viendrait à diminuer, la quantité effectivement disponible sera répartie entre la Yougoslavie et la Commune de Gorizia dans les proportions indiquées à l'art. 3, premier alinéa.

Au cas où la fourniture d'eau viendrait à subir des diminutions ou des interruptions totales ou partielles pour des causes autres que des faits naturels, l'Uprava Goriških Vodovodov à Nova Gorica et la Commune de Gorizia pourvoiront, chacune sur son propre territoire, à rétablir dans le plus bref délai possible la normalité du service en prenant, le cas échéant, les contacts nécessaires.

Art. 5

*Mesure des quantités d'eau fournies*

La quantité d'eau reçue par la Commune de Gorizia aux termes de l'art. 3 sera mesurée au moyen de deux compteurs, qui seront installés des deux côtés de la frontière et dans les endroits techniquement les plus appropriés et les plus proches du lieu où la conduite d'eau traverse la frontière.

La quantité d'eau à calculer aux fins des paiements sera celle résultant de la moyenne arithmétique des indications des deux compteurs.

Au cas où l'on trouverait, entre les deux indications, une différence supérieure à 3 %, il sera procédé à la révision des compteurs pour éliminer cette différence, et la quantité d'eau dont il faudra tenir compte aux fins des paiements sera celle indiquée par le compteur en bon état.

Jusqu'au moment où les compteurs visés au 1er alinéa du présent article seront installés, la quantité d'eau fournie à la Commune de Gorizia sera calculée sur la base des indications du compteur appartenant aux Aziende Municipalizzate de cette même Commune, installé sur le Castello de Gorizia.

Les indications des compteurs seront relevées à la fin de chaque mois, simultanément, par les représentants de l'Uprava Goriških Vodovodov à Nova Gorica et des Aziende Municipalizzate de la Commune de Gorizia.

Les représentants de l'Uprava Goriških Vodovodov à Nova Gorica et de la Commune de Gorizia chargés de relever les indications des compteurs pourront, à cet effet, franchir la frontière suivant les modalités prévues à l'art. 15.

Art. 6

*Entretien des installations*

L'Uprava Goriških Vodovodov à Nova Gorica et la Commune de Gorizia pourvoiront à l'exploitation et à l'entretien constants des sources et des installations situées dans leurs territoires respectifs, en vue d'assurer leur plein rendement ainsi que la régularité et la continuité de la fourniture de l'eau.

Art. 7

*Epuration de l'eau*

L'Uprava Goriških Vodovodov à Nova Gorica continuera à assurer l'épuration (filtrage et désinfection) constante et régulière de l'eau dans les installations de Mrzljek (Fontefredda), suivant les méthodes et les systèmes employés jusqu'à présent.

La Commission Mixte prévue à l'art. 13 assurera l'application exacte de ces méthodes et de ces systèmes et, le cas échéant, pourra les réviser suivant les principes modernes de la technique sanitaire.

Dans l'accomplissement de ces tâches, la Commission Mixte utilisera l'œuvre de deux experts sanitaires, nommés respectivement par l'Uprava Goriških Vodovodov à Nova Gorica et par la Commune de Gorizia.

La Commission Mixte, dans sa première séance, arrêtera les modalités destinées à assurer auxdits experts sanitaires la possibilité de rester constamment en contact et d'effectuer toutes les constatations sur les lieux et tous les prélèvements d'eau nécessaires.

Art. 8

*Fourniture de matériel*

A la demande de l'Uprava Goriških Vodovodov à Nova Gorica, la Commune de Gorizia continuera de lui fournir, dans la limite du possible, le matériel suivant, nécessaire à l'exploitation et à l'entretien des sources et des installations de Mrzljek (Fontefredda) et Kromberg (Moncorona):

*a*) chlore à l'état gazeux ou en solution d'eau pour la stérilisation de l'eau, ainsi que tout autre matériel nécessaire à l'épuration;

*b*) pièces de rechange pour les installations électriques de l'aqueduc, pour les pompes, pour les dispositifs d'épuration et pour les conduites d'eau.

Le montant de ces fournitures ne pourra pas dépasser chaque mois le montant mensuel moyen de la fourniture d'eau à la Commune de Gorizia, et sera déduit de la somme qui, aux termes de l'art.. 12, 1er alinéa, sera due par cette Commune pour le mois au cours duquel les fournitures auront été effectuées.

Pour d'autres fournitures d'importance majeure, ayant strictement trait au fonctionnement des installations de Mrzljek (Fontefredda) et Kromberg (Moncorona), la Commune de Gorizia fera de son mieux pour en faciliter l'achat direct en Italie. Les demandes de l'Uprava Goriških Vodovodov à Nova Gorica, concernant ces fournitures, seront présentées à la Commune de Gorizia par l'entremise d'un membre yougoslave de la Commission Mixte prévue à l'art. 13.

Le paiement des fournitures visées à l'alinéa précédent sera effectué, de la part de la Yougoslavie, moyennant le compte de compensation italo-yougoslave prévu par l'Accord de Paiement en vigueur entre les deux Pays au moment du transfert des sommes relatives audit paiement.

Le Gouvernement Italien délivrera les licences d'exportation nécessaires pour les fournitures en question.

### Art. 9

*Prix de l'eau*

Les prix de l'eau fournie par l'Uprava Goriških Vodovodov à Nova Gorica pour la consommation de la Commune de Gorizia sont fixés comme suit:

*a*) pour la période allant du 16 septembre 1947 au 31 décembre 1951, Lires 5,90 (cinq lires quatre-vingt-dix-centimes) le mètre cube;

*b*) pour la période allant du 1er janvier 1952 jusqu'à l'expiration de la validité du présent Accord, Lires 7,50 (sept lires cinquante centimes) le mètre cube.

Ces prix seront appliqués aux quantités d'eau mesurées suivant les dispositions de l'art. 5 du présent Accord.

### Art. 10

*Etablissement des soldes au 31 mai 1954*

La somme que la Commune de Gorizia doit à l'Uprava Goriških Vodovodov à Nova Gorica pour l'eau fournie jusqu'au 31 mai 1954, calculée sur la base des prix et des dispositions visées à l'art. 9 du présent Accord, s'élève à 151.287.227 Lires.

Il sera déduit de cette somme:

*a*) 108.225.000 Lires, correspondant au montant global des acomptes mensuels mis à la charge de la Commune de Gorizia, pour la période allant du 16 septembre 1947 au 31 mai 1954, par l'Accord, signé à Udine le 3 février 1949, relatif aux acomptes pour l'alimentation en eau de ladite Commune. Ce montant comprend, pour un total de 25.949.444 Lires, les acomptes dont le versement a été suspendu par la Commune de Gorizia pendant la période allant de février 1952 à septembre 1953, et dont le paiement est réglé par l'article 11 ci-après;

*b*) 7.240.000 Lires, correspondant au prix des 905.000 kWh d'énergie électrique fournie par la Commune de Gorizia à l'Uprava Goriških Vodovodov à Nova Gorica, pendant la période 16 septembre 1947 - 28 avril 1948;

*c*) 1.062.047 Lires, à titre de remboursement à la Commune de Gorizia pour les pertes d'eau inhérentes au service d'alimentation en eau des localités de Sempeter (San Pietro), Rožna dolina (Valdirose) et Rafut jusqu'au 12 avril 1954. Cette somme a été obtenue en appliquant 10 % des prix fixés à l'art. 9 aux quantités d'eau transférées auxdites localités.

La différence entre la somme indiquée au 1er alinéa du présent article et les déductions visées aux points *a*), *b*), *c*) de l'alinéa 2, pour un montant de 34.760.180 Lires, constituera l'un des postes de la compensation prévue par l'art. 16 de l'Accord italo-yougoslave, signé à Rome le 23 décembre 1950, concernant le règlement des obligations réciproques de caractère économique et financier découlant du Traité de Paix et des Accords successifs.

Cette différence et les comptes y relatifs ressortent de l'Annexe *A* au présent Accord.

### Art. 11

*Règlement de la fourniture d'énergie électrique à la Yougoslavie et d'autres questions*

Le montant global de 25.949.444 Lires, correspondant aux acomptes dus par la Commune de Gorizia à l'Uprava Goriških Vodovodov à Nova Gorica pour la période allant de février 1952 à septembre 1953, et dont il est question à l'art. 10, alinéa 2, lettre *a*), est compensé jusqu'à concurrence de la somme de 20.657.975 Lires pour les crédits suivants de la Commune de Gorizia:

*a*) 18.069.089 Lires, ainsi réparties: 17.586.114 Lires pour la fourniture de 1.240.531 kWh d'énergie électrique effectuée par la Commune de Gorizia à la Yougoslavie du 16 septembre 1947 au 4 avril 1951, et 482.975 Lires représentant des encaissements effectués par la Yougoslavie pour de l'énergie électrique fournie par ladite Commune avant le 16 septembre 1947;

*b*) 1.526.839 Lires au titre de restitution des intérêts payés par ladite Commune, à la suite de la suspension, du mois de février 1952 au mois de septembre 1953, du paiement des acomptes prévus par l'Accord, signé à Udine le 3 février 1949, relatif à l'alimentation en eau;

*c*) 1.062.047 Lires au titre de paiement pour le service de transfert de l'eau effectué par ladite Commune aux localités de Sempeter (San Pietro), Rožna dolina (Valdirose) et Rafut, jusqu'au 12 avril 1954.

La différence de 5.291.479 Lires, résultant de la compensation visée au 1er alinéa du présent article, sera versée par la Commune de Gorizia à l'Uprava Goriških Vodovodov à Nova Gorica, dans un délai d'un mois à partir de l'entrée en vigueur du présent Accord, suivant les modalités prévues à l'art. 12, dernier alinéa.

Cette différence et les comptes y relatifs ressortent de l'Annexe *B* au présent Accord.

La compensation précitée clôt définitivement la question concernant la fourniture d'énergie électrique visée au point 20 de l'Annexe *B* à l'Accord italo-yougoslave, signé à Rome le 23 décembre 1950, concernant le règlement des obligations réciproques de caractère économique et financier découlant du Traité de Paix et des Accords successifs.

Art. 12

*Calcul des paiements à partir du 1er juin 1954*

A partir du 1er juin 1954 les sommes dues par la Commune de Gorizia à l'Uprava Goriških Vodovodov à Nova Gorica pour la fourniture de l'eau seront calculées chaque mois et conformément aux dispositions de l'art. 9 du présent Accord.

Provisoirement, et jusqu'à l'entrée en vigueur du présent Accord, la Commune de Gorizia continuera à payer à l'Uprava Goriških Vodovodov à Nova Gorica exclusivement les acomptes prévus par l'Accord italo-yougoslave, signé à Udine le 3 février 1949, relatif à l'alimentation en eau. Il sera déduit de ces acomptes la valeur des fournitures éventuelles de matériel visées à l'art. 8, alinéas 1 et 2.

Dans le délai d'un mois à compter de l'entrée en vigueur du présent Accord, on arrêtera le solde de compte entre les sommes dues par la Commune de Gorizia, aux termes du 1er alinéa du présent article, depuis le 1er juin 1954, et les sommes effectivement payées à partir de la même date au titre d'acomptes, conformément à l'alinea 2. Ce solde sera transféré dans le délai d'un mois à partir du moment de l'établissement des comptes, suivant les modalités indiquées au dernier alinéa du présent article.

Par la suite, la Commune de Gorizia paiera chaque mois, au plus tard dans un délai de 15 jours après réception des factures, la somme calculée suivant le 1er alinéa du présent article, diminuée du montant éventuel relatif au matériel fourni aux termes de l'art. 8, alinéas 1 et 2.

Les sommes résultant à la charge de la Commune de Gorizia à la suite des calculs prévus aux alinéas précédents seront transférées, par l'entremise de la Banque d'Italie, à la Banque Nationale de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie, en faveur de l'Uprava Goriških Vodovodov à Nova Gorica moyennant le compte de compensation italo-yougoslave prévu par l'Accord de Paiement en vigueur entre les deux Pays au moment du transfert (compte *A*).

Art. 13

*Commission Mixte*

Dans le but d'assurer l'application pratique du présent Accord, il sera constitué une Commission Mixte, composée de deux représentants de chacune des Parties contractantes.

Les nominations des représentants seront réciproquement communiquées par la voie diplomatique dans le délai d'un mois à partir de l'entrée en vigueur du présent Accord. La Commission commencera à fonctionner à Gorizia dans le délai de deux mois à partir de la même date.

Les changements éventuels des représentants seront également communiqués de part et d'autre par la voie diplomatique.

La Commission Mixte pourra utiliser l'œuvre d'experts des deux Parties.

La Commission Mixte, excepté dans les cas d'urgence, se réunira dans un délai maximum de trois jours après la demande de convocation présentée par écrit par l'une des Parties intéressées. Les réunions auront lieu, alternativement, à Gorizia et à Nova Gorica et seront présidées à tour de rôle par l'un des représentants des Parties contractantes.

De chaque réunion il sera dressé un procès-verbal commun en deux exemplaires originaux; chaque exemplaire sera rédigé dans les langues italienne et slovène et sera signé par tous les membres de la Commission Mixte.

Art. 14

*Attributions de la Commission Mixte*

La Commission Mixte visée à l'art. 13 devra:

*a*) surveiller l'exécution du présent Accord;

*b*) assurer la liaison et la coordination entre l'Uprava Goriških Vodovodov à Nova Gorica et la Commune de Gorizia;

*c*) chercher à résoudre toute question ayant trait à l'exécution du présent Accord;

*d*) remplir toutes les autres fonctions attribuées à sa compétence par les dispositions du présent Accord.

Les questions au sujet desquelles la Commission Mixte n'atteindrait pas l'accord seront déférées aux deux Gouvernements.

Art. 15

*Constatations sur les lieux, et liaison téléphonique*

Dans le but de pouvoir remplir les attributions visées à l'art. 14, la Commission Mixte, chacun de ses membres, les experts sanitaires prévus à l'art. 7 et les autres experts pourront accéder, après entente préalable, à toutes les installations de l'aqueduc.

Les passeports délivrés aux membres de la Commission Mixte, aux experts sanitaires et aux représentants mentionnés au dernier alinéa de l'art. 5 seront munis du visa des Parties contractantes, valable pour un an et pour un nombre illimité de passages de frontière.

L'accès éventuel des experts visés à l'art. 13, alinéa 4, à toutes les installations de l'aqueduc sera facilité de toutes les manières possibles.

En vue d'une prompte élimination de toutes les difficultés, et dans l'intérêt réciproque, une liaison téléphonique sera établie entre l'Uprava Goriških Vodovodov à Nova Gorica et la Commune de Gorizia.

Art. 16

*Validité et entrée en vigueur de l'Accord*

Le présent Accord aura une validité de dix ans à partir du jour de l'entrée en vigueur du Traité de Paix avec l'Italie, et précisément à partir du 16 septembre 1947.

Il sera ratifié et entrera en vigueur avec l'échange des ratifications.

Du moment où il entrera en vigueur cessera la validité de l'Accord italo-yougoslave, signé à Udine le 3 février 1949, relatif aux acomptes dus par la Commune de Gorizia pour l'alimentation en eau.

L'entrée en vigueur du présent Accord clôt définitivement les questions visées au point 20 de l'Annexe *B* à l'Accord italo-yougoslave, signé a Rome le 23 décembre 1950, concernant le règlement des obligations réciproques de caractère économique et financier découlant du Traité de Paix et des Accords successifs.

Fait a Rome, en double exemplaire en langue française, le 26 juillet 1954.

*Pour l'Italie* — G. ROMANO

*Pour la R. P. F. de Yougoslavie* — Z. PERIŠIĆ

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
*Il Ministro per gli affari esteri*
MARTINO

ANNEXE *A*

## ETABLISSEMENT DES SOLDES AU 31 MAI 1954

(*voir art.* 10)

| | | |
|---|---|---|
| *Art.* 10, 1er *alinéa* — Somme due par la Commune de Gorizia à l'Uprava Goriških Vodovodov à Nova Gorica pour l'eau fournie: | | |
| *a*) dans la période 16 septembre 1947-31 décembre 1951: 14.263.151 m.³ à Lires 5,90 le m.³ . | | L. 84.152.590 |
| *b*) dans la période 1er janvier 1952-31 mai 1954: 8.951.285 m.³ à Lires 7,50 le m.³ . . . . . . . . . . . . . | | » 67.134.637 |
| | | L. 151.287.227 |
| *Art.* 10, *alinéa* 2 — Déductions: | | |
| *a*) Acomptes mensuels à la charge de la Commune de Gorizia, conformément à l'Accord signé à Udine le 3 février 1949: | | |
| du 16 septembre au 28 avril 1948 | 4.200.000 | |
| du 29 avril 1947 au 31 décembre 1948 | 11.400.000 | |
| du 1er janvier 1949 au 31 mai 1954, 65 mensualités à 1.425.000 Lires . . . . . . . | 92.625.000 | |
| | | L. 108.225.000 |
| *b*) Energie électrique fournie par la Commune de Gorizia à l'Uprava Goriških Vodovodov à Nova Gorica du 16 septembre 1947 au 28 avril 1948, 905.000 kWh à 8 Lires . | | » 7.240.000 |
| *c*) Pertes d'eau subies par la Commune de Gorizia pour le service d'alimentation en eau des localités de Šempeter (San Pietro), Rožna dolina (Valdirose) et Rafut: fournitures effectuées pour ce service: | | |
| du 16 septembre 1947 au 31 janvier 1951: 974.244 m.³ à 5,90 Lires . | 5.748.030 | |
| du 1er janvier 1952 au 12 avril 1954: 649.660 m.³ à 7,50 Lires . . . | 4.872.440 | |
| Total du service effectué . . . | 10.620.470 | |
| 10 % représentant les pertes subies . . . . . . . . . . . | | » 1.062.047 |
| Total des déductions . . . | | L. 116.527.047 |
| *Art.* 10, *alinéa* 3 — Différence due par la Commune de Gorizia, qui constituera l'un des postes de la compensation prévue à l'art. 16 de l'Accord signé à Rome le 23 décembre 1950 | | L. 34.760.180 |

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

*Il Ministro per gli affari esteri*
MARTINO

ANNEXE *B*

## REGLEMENT DE LA FOURNITURE D'ENERGIE ELECTRIQUE A LA YOUGOSLAVIE ET D'AUTRES QUESTIONS

(*voir art.* 11)

| | | |
|---|---|---|
| *Art.* 11, 1er *alinéa, première partie* — Acomptes dus par la Commune de Gorizia à l'Uprava Goriških Vodovodov à Nova Gorica et non payés | | L. 25.949.444 |
| *Art.* 11, 1er *alinéa, lettres a*), *b*), *c*) — Crédits de la Commune de Gorizia: | | |
| *a*) Somme que la Yougoslavie doit à la Commune de Gorizia pour la fourniture de 1.240.531 kWh d'énergie électrique pendant la période 16 septembre 1947-4 avril 1951 . . . | L. 17.586.114 | |
| Encaissements effectués par la Yougoslavie pour l'énergie électrique fournie avant le 16 septembre 1947 . . . . . . . . . . . . . | » 482.975 | |
| | | L. 18.069.089 |
| *b*) Restitution des intérêts payés par la Commune de Gorizia à la suite de la suspension, du mois de février 1952 au mois de septembre 1953, du paiement des acomptes prévus par l'Accord signé à Udine le 3 février 1949 . . . . . . . . . | | » 1.526.839 |
| *c*) Paiement du service de transfert de l'eau effectué par la Commune de Gorizia aux localités de Šempeter (San Pietro), Rožna dolina (Valdirose) et Rafut du 16 septembre 1947 au 12 avril 1954 . . . | | L. 1.062.047 |
| Total des crédits de la Commune de Gorizia . . . | | L. 20.657.975 |
| *Art.* 11, *alinéa* 2 — Différence à la charge de la Commune de Gorizia, à payer à l'Uprava Goriških Vodovodov . . . . . . . | | L. 5.291.469 |

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

*Il Ministro per gli affari esteri*
MARTINO

Rome, le 26 juillet 1954

Monsieur le Président,

me référant à l'Accord que nous venons de signer sur l'alimentation en eau de la Commune de Gorizia, et précisément à l'art. 7, 1er alinéa, qui établit que « l'Uprava Goriških Vodovodov à Nova Gorica continuera à assurer l'épuration (filtrage et désinfection) constante et régulière de l'eau dans les installations de Mrzljek (Fontefredda), suivant les méthodes et les systèmes employés jusqu'à présent », j'ai l'honneur de vous informer que, par « méthodes et systèmes employés jusqu'à présent », le Gouvernement yougoslave entend les méthodes et systèmes exposés dans la brochure intitulée « Il Nuovo Acquedotto di Gorizia », éditée à Gênes en 1935 par la Società d'Arte Poligrafica, et dont les auteurs sont MM. Luigi Piras, Paolo Reinoldi, Giorgio Rossaro, Alberto Abrile. Une copie de cette publication est entre les mains du Gouvernement yougoslave.

Si votre Gouvernement est d'accord sur ce qui précède, j'ai l'honneur de proposer que la présente lettre et votre réponse soient considérées comme faisant partie intégrante de l'Accord susmentionné.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Z. PERIŠIĆ

M. le Ministre Guido ROMANO
*Président de la Délégation Italienne* — ROME

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

*Il Ministro per gli affari esteri*
MARTINO

Rome, le 26 juillet 1954

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date d'aujourd'hui rédigée comme suit:

« Me référant à l'Accord que nous venons de signer sur l'alimentation en eau de la Commune de Gorizia, et précisément à l'art. 7, 1er alinéa, qui établit que « l'Uprava Goriških Vodovodov à Nova Gorica continuera à assurer l'épuration (filtrage et désinfection) constante et régulière de l'eau dans les installations de Mrzljek (Fontefredda), suivant les méthodes et les systèmes employés jusqu'à présent », j'ai l'honneur de vous informer que, par « méthodes et systèmes employés jusqu'à présent », le Gouvernement yougoslave entend les méthodes et systèmes exposés dans la brochure intitulée « Il Nuovo Acquedotto di Gorizia », éditée à Gênes en 1935 par la Società d'Arte Poligrafica, et dont les auteurs sont MM. Luigi Piras, Paolo Reinoldi, Giorgio Rossaro, Alberto Abrile. Une copie de cette publication est entre les mains du Gouvernement yougoslave.

« Si votre Gouvernement est d'accord sur ce qui précède, j'ai l'honneur de proposer que la présente lettre et votre réponse soient considérées comme faisant partie intégrante de l'Accord susmentionné ».

J'ai l'honneur de Vous informer que le Gouvernement italien est d'accord sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

G. Romano

M. le Conseiller Zvonko Perišič
*Président de la Délégation Yougoslave* — Rome

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
*Il Ministro per gli affari esteri*
Martino

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 16 ottobre 1954, n. 1525.

**Riconoscimento, agli effetti civili, dell'erezione della parrocchia della Beata Vergine Maria del Santissimo Rosario, in frazione Oltrisarco del comune di Bolzano.**

N. 1525. Decreto del Presidente della Repubblica 16 ottobre 1954, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Trento in data 25 luglio 1941, integrato con postille 20 agosto 1952 e 20 luglio 1953, relativo alla erezione della parrocchia della Beata Vergine Maria del Santissimo Rosario, in frazione Oltrisarco del comune di Bolzano, e all'istituzione nella parrocchia stessa di tre uffici coadiutorali e viene riconosciuta la personalità giuridica della Chiesa omonima, sede della parrocchia stessa; inoltre la Chiesa stessa e il Beneficio parrocchiale vengono autorizzati ad accettare donazioni consistenti in alcuni immobili e mobili.

Visto, *il Guardasigilli*: De Pietro
*Registrato alla Corte dei conti, addì 26 aprile* 1955
*Atti del Governo, registro n.* 90, *foglio n.* 67. — Carlomagno

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 30 novembre 1954, n. 1526.

**Approvazione del nuovo statuto dell'Accademia lucchese di scienze, lettere e arti, con sede in Lucca.**

N. 1526. Decreto del Presidente della Repubblica 30 novembre 1954, col quale, sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione, viene approvato il nuovo statuto dell'Accademia lucchese di scienze, lettere e arti, con sede in Lucca.

Visto, *il Guardasigilli* De Pietro
*Registrato alla Corte dei conti, addì 26 aprile* 1955
*Atti del Governo, registro n.* 90, *foglio n.* 66. — Carlomagno

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 24 dicembre 1954, n. 1527.

**Erezione in ente morale della fondazione « Perito agrario Ernesto Pini », istituita presso l'Istituto tecnico agrario di Bologna.**

N. 1527. Decreto del Presidente della Repubblica 24 dicembre 1954, col quale sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione, la fondazione « Perito agrario Ernesto Pini », istituita presso l'Istituto tecnico agrario di Bologna, viene eretta in ente morale e ne viene approvato lo statuto.

Visto, *il Guardasigilli*: De Pietro
*Registrato alla Corte dei conti, addì 26 aprile* 1955
*Atti del Governo, registro n.* 90, *foglio n.* 69. — Carlomagno

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 24 dicembre 1954, n. 1528.

**Erezione in ente morale della fondazione « Prof.ssa Ada Becherelli », in Arezzo.**

N. 1528. Decreto del Presidente della Repubblica 24 dicembre 1954, col quale, sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione, la fondazione « Prof.ssa Ada Becherelli », in Arezzo, viene eretta in ente morale e ne viene approvato lo statuto.

Visto, *il Guardasigilli*: De Pietro
*Registrato alla Corte dei conti, addì 26 aprile* 1955
*Atti del Governo, registro n.* 90, *foglio n.* 65. — Carlomagno

LEGGE 11 aprile 1955, n. 309.

**Partecipazione italiana all'Agenzia libica di pubblico sviluppo e stabilizzazione con sede a Tripoli.**

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Promulga

la seguente legge:

Art. 1.

E' autorizzato un contributo straordinario di lire 36.000.000 quale quota di partecipazione del Governo italiano all'Agenzia libica di pubblico sviluppo e stabilizzazione, con sede a Tripoli.

Art. 2.

Alla copertura della spesa di cui all'art. 1 sarà provveduto mediante riduzione, per uguale importo, dello stanziamento del capitolo n. 116-*sexies* dello stato di previsione della spesa del Ministero degli affari esteri per l'esercizio 1953-54.

Art. 3.

Il Ministro per il tesoro è autorizzato ad apportare con propri decreti le variazioni di bilancio occorrenti per l'attuazione della presente legge.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 11 aprile 1955

EINAUDI

SCELBA — MARTINO — GAVA — MARTINELLI

Visto, *il Guardasigilli*: DE PIETRO

DECRETO MINISTERIALE 16 marzo 1955.

**Nuova composizione del Comitato per l'esame delle concessioni in materia di temporanee importazioni ed esportazioni e restituzione dei diritti previsti dal regio decreto 14 giugno 1923, n. 1313, e successive modificazioni.**

IL MINISTRO PER IL COMMERCIO CON L'ESTERO

Visto il regio decreto-legge 18 dicembre 1913, n. 1453, convertito nella legge 17 aprile 1925, n. 473;

Visto l'art. 16 delle disposizioni preliminari alla Tariffa dei dazi doganali, approvata con decreto Presidenziale 7 luglio 1950, n. 442;

Visto il regio decreto 14 giugno 1923, n. 1313;

Visto il regio decreto 25 giugno 1931, n. 1070;

Visto il regio decreto 14 agosto 1936, n. 1825;

Visto il regio decreto-legge 27 ottobre 1937, n. 2209;

Visto il decreto legislativo 5 aprile 1945, n. 572;

Visto il decreto legislativo 22 dicembre 1945, n. 809;

Visto il decreto luogotenenziale 16 gennaio 1946, n. 12;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato in data 7 dicembre 1946, n. 623;

Visto il decreto del Capo provvisorio dello Stato in data 26 marzo 1947, n. 247;

Visto il decreto Ministeriale in data 26 luglio 1947, registrato alla Corte dei conti il 23 agosto 1947, registro n. 2 Commercio estero, foglio n. 52, relativo alla composizione del Comitato per l'esame delle concessioni di importazioni ed esportazioni temporanee e di quelle relative alla restituzione dei diritti;

Visto il decreto Ministeriale 10 gennaio 1949, registrato alla Corte dei conti il 24 marzo 1949, registro n. 1 Commercio estero, foglio n. 210, relativo ad alcune variazioni nella composizione del Comitato predetto;

Visto il decreto Ministeriale 15 gennaio 1950, registrato alla Corte dei conti il 27 febbraio 1950, registro n. 2 Commercio estero, foglio n. 108, col quale sono state apportate ulteriori modifiche alla composizione dal Comitato preaccennato;

Viste le proposte di sostituzione di membri effettivi e supplenti pervenute dagli uffici interessati;

Considerata la necessità di provvedere ad apportare le opportune variazioni alla composizione del Comitato per l'esame delle concessioni di importazioni ed esportazioni temporanee e restituzione dei diritti, in base alle designazioni e proposte di cui sopra;

Decreta:

Art. 1.

Il Comitato per l'esame delle concessioni di importazioni ed esportazioni temporanee e di quelle relative alla restituzione dei diritti, previste dall'art. 1 del regio decreto 14 giugno 1923, n. 1313, e successive modificazioni, è costituito come segue:

Ferlesch dott. Giuseppe, direttore generale per i Piani degli scambi con l'estero e per gli affari doganali, del Ministero del commercio estero, membro effettivo e Parboni dott. Sergio, direttore capo divisione, membro supplente;

Turano dott. Francesco, direttore generale per i Servizi delle importazioni e delle esportazioni, del Ministero del commercio estero, membro effettivo, e Trabace dott. Nicola, capo sezione, membro supplente;

Spallazzi dott. Ettore, direttore generale delle Dogane e imposte indirette, del Ministero delle finanze, membro effettivo, e Calafiore dott. Francesco, capo sezione, membro supplente;

Scapaccino prof. Mario, direttore generale della Produzione agricola, del Ministero dell'agricoltura e delle foreste, membro effettivo, e De Luca prof. Ferdinando, membro supplente;

Albertario prof. Paolo, direttore generale della Tutela economica dei prodotti agricoli, del Ministero dell'agricoltura e delle foreste, membro effettivo, e Migliorini dott. Ubaldo, direttore capo divisione, membro supplente;

Urcioli dott. Carlo, direttore generale della Produzione industriale, del Ministero dell'industria e commercio, membro effettivo, e Rinonapoli dott. Umberto, ispettore generale, o Apollonio dott. Attilio, direttore capo divisione, membri supplenti;

Marinone dott. Franco, direttore generale del Commercio e dei consumi industriali, del Ministero dell'industria e commercio, membro effettivo, e Rapino dottor Alessandro, direttore capo divisione, membro supplente;

Murari dott. Alessandro, capo sezione, del Ministero degli affari esteri, membro effettivo, e Latronico dott. Tullio, membro supplente;

Miraglia dott. Domenico, direttore generale dell'Alimentazione, dell'Alto Commissariato per l'alimentazione, membro effettivo, e Lariccia dott. Mario o Tarquini dott. Francesco, membri supplenti;

Groja dott. Ludovico, direttore generale dell'Istituto nazionale commercio estero, membro effettivo, e Corona dott. Federico, capo ufficio di 1ª classe, membro supplente;

Pagani dott. Ferdinando, membro effettivo, e Caprio dott. Igino, membro supplente, quali esperti in rappresentanza della categoria agricola;

Pace dott. Giuseppe, membro effettivo, e Cioli dott. Lionello, membro supplente, quali esperti in rappresentanza della categoria industriale;

Nicolay dott. Mario, membro effettivo, e Brocato dott. Umberto, membro supplente, quali esperti in rappresentanza della categoria commerciale;

Pagani Umberto, quale esperto in rappresentanza della categoria dei lavoratori.

Art. 2.

Ai sensi dell'art. 2, comma quarto, del decreto del Capo provvisorio dello Stato 26 marzo 1947, n. 247, le funzioni di segretario del Comitato di cui al precedente art. 1, saranno esercitate dal dott. Beniamino Miozzi,

direttore capo divisione, presso la Direzione generale per i Piani degli scambi con l'estero e per gli affari doganali, ed in caso di sua assenza o impedimento, dal primo segretario dott. Giuseppe Luppino.

Art. 3.

Per la misura del gettone di presenza si applicano le disposizioni stabilite dalla legge 4 novembre 1950, n. 888, e le relative spese faranno carico al capitolo 19 dello bilancio del Ministero del commercio estero per l'esercizio 1954-55 ed ai corrispondenti capitoli per gli esercizi finanziari successivi.

Il presente decreto sarà comunicato alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 16 marzo 1955

*Il Ministro*: MARTINELLI

*Registrato alla Corte dei conti, addì 15 aprile* 1955
*Registro n.* 6 *Commercio estero, foglio n.* 87. — SIMONETTI

(2226)

DECRETO MINISTERIALE 22 marzo 1955.
**Concessioni di temporanea importazione.**

IL MINISTRO PER LE FINANZE
D'INTESA CON
IL MINISTRO PER IL COMMERCIO CON L'ESTERO

Visto il testo delle disposizioni sulle importazioni ed esportazioni temporanee, approvate con il decreto-legge 18 dicembre 1913, n. 1453, convertito nella legge 17 aprile 1925, n. 473, e le successive modificazioni ed aggiunte;

Visto il regio decreto 6 aprile 1922, n. 547, che approva il regolamento relativo;

Visto il regio decreto-legge 27 ottobre 1937, n. 2209, convertito, con modifiche, nella legge 11 aprile 1938, n. 709, che modifica la procedura per le concessioni di importazione ed esportazione temporanea;

Visto il parere favorevole espresso dal Comitato consultivo per le importazioni ed esportazioni temporanee nella seduta del 4 marzo 1955;

Ricorrendo le condizioni previste dall'art. 1, secondo comma, del regio decreto-legge 27 ottobre 1937, n. 2209, convertito nella legge 11 aprile 1938, n. 709;

Decreta:

Art. 1.

E' consentita, per la durata di sei mesi, la importazione temporanea di tastini di acetilcellulosa per essere applicati su macchine da scrivere.

Il quantitativo minimo di tastini da importare ed il termine massimo per la riesportazione sono fissati rispettivamente in chilogrammi cinque ed anni uno.

Art. 2.

E' prorogata, di sei mesi, senza soluzione di continuità con quelle venute a scadere, la validità delle seguenti concessioni di importazione temporanea, già prorogate con i richiamati provvedimenti:

| CONCESSIONE DA PROROGARE | Provvedimento che prevede la concessione da prorogare | Data di decorrenza della proroga accordata | Data di scadenza della concessione |
|---|---|---|---|
| 1. Acciaio dolce e ferro in fili, nelle misure da mm. 2 a mm. 0,6, per essere ritrafilati e ridotti rispettivamente nelle misure da mm. 0,07 a mm. 0,55 (con validità fino al 27 marzo 1955) | Decreto Ministeriale 30 settembre 1954 (*Gazzetta Ufficiale* n. 271 del 25 novembre 1954) | 28 marzo 1955 | 27 settembre 1955 |
| 2. Bestiame suino, carni e sottoprodotti della macellazione di bestiame suino, freschi, refrigerati, congelati, per la confezione di prodotti in scatola, insaccati, salati, affumicati o per altre lavorazioni (con validità fino all'8 marzo 1955) | Decreto Ministeriale 30 dicembre 1954 (*Gazzetta Ufficiale* n. 53 del 5 marzo 1955) | 9 marzo 1955 | 8 settembre 1955 |
| 3. Gamma picolina (prodotto chimico omologo della piridina), per la trasformazione in idrazide dell'acido isonicotinico (con validità fino al 13 marzo 1955) | Decreto Ministeriale 30 settembre 1954 (*Gazzetta Ufficiale* n. 271 del 25 novembre 1954) | 14 marzo 1955 | 13 settembre 1955 |
| 4. Monete di argento fuori corso, per il recupero dell'argento in esse contenuto (con validità fino al 13 marzo 1955) | Decreto Ministeriale 30 settembre 1954 (*Gazzetta Ufficiale* n. 271 del 25 novembre 1954) | 14 marzo 1955 | 13 settembre 1955 |

Art. 3.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti ed entrerà in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 22 marzo 1955

*Il Ministro per il commercio con l'estero*
MARTINELLI

*Il Ministro per le finanze*
TREMELLONI

*Registrato alla Corte dei conti, addì 15 aprile* 1955
*Registro n.* 8 *Finanze, foglio n.* 51. — BENNATI

(2213)

DECRETO MINISTERIALE 28 marzo 1955.

**Autorizzazione della « XVI Fiera di Messina - campionaria internazionale » in Messina.**

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visto il regio decreto-legge 29 gennaio 1934, n. 454, convertito nella legge 5 luglio 1934, n. 1607, contenente norme per la disciplina delle fiere, mostre ed esposizioni;

Vista l'istanza presentata per la organizzazione della « Fiera di Messina - campionaria internazionale »;

Sentito il parere della Sezione speciale mostre, fiere ed esposizioni, istituita in seno al Consiglio superiore del commercio interno, ai sensi dell'art. 10 del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 25 settembre 1947, n. 948;

Decreta:

*Articolo unico.*

E' autorizzata la « XVI Fiera di Messina - campionaria internazionale », da tenersi in Messina dal 10 al 24 agosto 1955.

Roma, addì 28 marzo 1955

*Il Ministro*: VILLABRUNA

(2227)

DECRETO MINISTERIALE 4 aprile 1955.

**Ricostituzione della Commissione provinciale per il collocamento di Foggia.**

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto l'art. 25 della legge 29 aprile 1949, n. 264, che stabilisce in due anni, la durata in carica dei membri componenti delle Commissioni provinciali per il collocamento;

Visto il decreto Ministeriale 9 dicembre 1952 di costituzione della Commissione provinciale per il collocamento di Foggia e considerata la necessità di provvedere alla rinnovazione della Commissione stessa;

Viste le designazioni fatte dalle associazioni interessate su richiesta del competente Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione;

Decreta:

*Articolo unico.*

E' ricostituita nella provincia di Foggia, presso l'Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione, la Commissione provinciale per il collocamento, composta dai signori:

*Presidente*:

Brancacci dott. Ermete: direttore dell'Ufficio provinciale del lavoro;

De Bellis avv. Gaetano: funzionario dell'Ufficio del lavoro designato a sostituire il presidente in caso di assenza.

*Membri*:

Lombardi ing. Vittorio: rappresentante del Genio civile;

Di Giovine dott. Oreste: rappresentante della Camera di commercio, industria e agricoltura;

Jossa perito agrario Gaetano: rappresentante dell'Ispettorato provinciale dell'agricoltura;

Panico Pasquale, Di Stefano Nicola, Corvino Michele, Mazzi Bruno, Valentino Michele, Tarquinio perito industriale Antonio e Rinaldi Matteo: rappresentanti dei lavoratori;

Raffarini Araldo, Ferraro avv. Michele, Maresca di Serracapriola Alfredo e Marchesiello rag. Vincenzo: rappresentanti dei datori di lavoro;

Osti dott. Adolfo, rappresentante dei coltivatori diretti.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 4 aprile 1955

*Il Ministro*: VIGORELLI

(2007)

DECRETO MINISTERIALE 18 aprile 1955.

**Sostituzione di un sindaco supplente in seno al Collegio sindacale della Sezione per il credito alle medie e piccole industrie della Banca Nazionale del Lavoro, con sede in Roma.**

IL MINISTRO PER IL TESORO
E
IL MINISTRO PER L'INDUSTRIA E COMMERCIO

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 15 dicembre 1947, n. 1419, recante disposizioni per il credito alle piccole e medie imprese industriali;

Visto il decreto Ministeriale 17 aprile 1948, con il quale è stato approvato lo statuto della Sezione speciale per il credito alle medie e piccole industrie istituita presso la Banca Nazionale del Lavoro, con sede in Roma;

Visto il decreto Ministeriale 1° ottobre 1954, con il quale sono stati nominati, ai sensi dell'art. 16 del predetto statuto, i componenti del Collegio sindacale della Sezione sopracitata, per il triennio 1954-57;

Considerato che a seguito della destinazione ad altro incarico del dott. Angelo Millo, ispettore superiore del Tesoro, occorre provvedere alla sua sostituzione nella carica di sindaco supplente;

Decretano:

Il dott. Gasparro Giuseppe, ispettore superiore del Tesoro, è nominato, in sostituzione del dott. Angelo Millo, sindaco supplente in seno al Collegio sindacale della Sezione per il credito alle medie e piccole industrie della Banca Nazionale del Lavoro, con sede in Roma.

Il predetto funzionario resterà in carica fino alla scadenza del triennio 1954-1957.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 18 aprile 1955

*Il Ministro per il tesoro*
GAVA

*Il Ministro per l'industria e commercio*
VILLABRUNA

(2216)

DECRETO MINISTERIALE 22 aprile 1955.

**Conferma di un sindaco effettivo e nomina di un sindaco supplente dell'Istituto federale di credito agrario per il Piemonte e la Liguria, con sede in Torino.**

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visti i regi decreti-legge 29 luglio 1927, n. 1509 e 29 luglio 1928, n. 2085, convertiti, rispettivamente, nelle leggi 5 luglio 1928, n. 1760, e 20 dicembre 1928, n. 3130, nonchè il regolamento per l'esecuzione del suddetto regio decreto-legge 29 luglio 1927, n. 1509, approvato con decreto Ministeriale 23 gennaio 1928, e modificato con decreto del Capo del Governo 26 luglio 1937;

Visto il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, e le successive modificazioni ed integrazioni, nonchè i decreti legislativi 17 luglio 1947, n. 691, e 20 gennaio 1948, n. 10;

Visto il decreto legislativo 21 aprile 1948, n. 701, modificato con la legge 27 novembre 1951, n. 1350;

Visto lo statuto dell'Istituto federale di credito agrario per il Piemonte e la Liguria, con sede in Torino, approvato con proprio decreto del 9 aprile 1952;

Ritenuta l'urgenza;

Decreta:

Il dott. Prospero Barbagallo è confermato sindaco effettivo e il prof. avv. Celestino Casalone è nominato sindaco supplente dell'Istituto federale di credito agrario per il Piemonte e la Liguria, con sede in Torino; essi rimarranno in carica fino all'approvazione del bilancio dell'esercizio 1957.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 22 aprile 1955

*Il Ministro*: GAVA

(2225)

---

DECRETO MINISTERIALE 26 aprile 1955.

**Sostituzione di un membro del Consiglio generale dell'Ente autonomo « Fiera di Ancona - Mostra mercato internazionale della pesca e attività affini », con sede in Ancona.**

IL MINISTRO PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visto il regio decreto-legge 29 gennaio 1934, n. 454, convertito nella legge 5 luglio 1934, n. 1607, sulla disciplina delle fiere, mostre ed esposizioni;

Visto il regio decreto 30 novembre 1936, n. 2497, col quale viene istituito, con sede in Ancona, l'Ente autonomo « Fiera di Ancona - Mostra mercato nazionale della pesca » e se ne approva lo statuto;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 8 settembre 1951, n. 1366, che approva il nuovo statuto dell'Ente stesso;

Visto il proprio decreto 6 novembre 1952, concernente la nomina per il triennio 6 novembre 1952-5 novembre 1955, dei membri del Consiglio di amministrazione dell'Ente medesimo;

Ritenuta la necessità di provvedere alla sostituzione del rappresentante del Comando generale delle Capitanerie di porto, giusta la designazione fatta dal Ministero della marina mercantile - Ispettorato generale delle Capitanerie di porto;

Decreta:

*Articolo unico.*

Il colonnello di porto Italo Scanarotti è nominato membro del Consiglio generale dell'Ente autonomo « Fiera di Ancona - Mostra mercato internazionale della pesca e attività affini », con sede in Ancona, in rappresentanza del Comando generale delle Capitanerie di porto, in sostituzione del colonnello di porto Attilio Cherubini.

Roma, addì 26 aprile 1955

*Il Ministro*: VILLABRUNA

(2214)

---

DECRETO MINISTERIALE 27 aprile 1955.

**Approvazione della fusione mediante incorporazione della Società per azioni di assicurazioni e riassicurazioni « Fiume », con sede in Trieste, nella Società di assicurazioni e riassicurazioni « Fiumeter », con sede in Roma.**

IL MINISTRO PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visti il regio decreto-legge 29 aprile 1923, n. 966, convertito nella legge 17 aprile 1925, n. 473, e le successive disposizioni modificative;

Visto il regolamento approvato con regio decreto 4 gennaio 1925, n. 63, modificato con i regi decreti 4 marzo 1926, n. 519, e 22 aprile 1940, n. 469;

Viste le deliberazioni in data 30 settembre 1954 e 14 febbraio 1955 della assemblea generale straordinaria della Società per azioni di assicurazioni e riassicurazioni « Fiumeter », con sede in Roma, e le deliberazioni in data 30 settembre 1954 e 21 febbraio 1955 della assemblea generale straordinaria della Società per azioni di assicurazioni e riassicurazioni « Fiume », con sede in Trieste, con le quali è stata decisa la fusione delle due Società mediante incorporazione della « Fiume » nella « Fiumeter »;

Visto l'atto di fusione in data 2 marzo 1955, repertorio n. 2146, per notaio Giuseppe Pampersi di Roma, nel quale sono stati stabiliti i termini e le modalità della deliberata fusione;

Ritenuto che risultano verificate le condizioni di cui al terzo comma dell'art. 128 del regolamento approvato con regio decreto 4 gennaio 1925, n. 63, e che dalla fusione non vengono menomate le garanzie volute dalle vigenti norme legislative e regolamentari nei riguardi di tutto il complesso dei contratti assunti dalla Società « Fiume »;

Decreta:

E' approvata agli effetti delle vigenti norme legislative e regolamentari sull'esercizio delle assicurazioni private la fusione di cui alle premesse mediante incorporazione della Società per azioni di assicurazioni e riassicurazioni « Fiume », con sede in Trieste, nella Società per azioni di assicurazioni e riassicurazioni « Fiumeter », con sede in Roma.

Roma, addì 27 aprile 1955

p. *Il Ministro*: QUARELLO

(2228)

# DISPOSIZIONI E COMUNICATI

## PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

ALTO COMMISSARIATO PER L'IGIENE E LA SANITÀ PUBBLICA

### Autorizzazione al Pio Istituto di Santa Corona di Milano ad istituire una scuola convitto professionale per infermiere presso gli Istituti ospitalieri di Pietraligure.

Con decreto commissariale n. 370.20400.3v.74/1.64706 in data 27 gennaio 1955, l'Amministrazione del Pio Istituto di Santa Corona di Milano, è stata autorizzata ad istituire una scuola convitto professionale per infermiere presso gli Istituti ospitalieri di Pietraligure, con l'osservanza delle norme vigenti in materia.

Con lo stesso decreto è stato approvato il regolamento per il funzionamento della scuola.

(2217)

### Avviso di rettifica

Nelle due ordinanze dell'Alto Commissario per l'igiene e la sanità pubblica in data 18 aprile 1955; la 1ª, di sanità marittima n. 1 per le provenienze dal porto di Rangoon (Birmania) e la 2ª, di sanità aerea n. 1 per le provenienze dagli aeroporti della circoscrizione di Rangoon (Birmania), entrambe pubblicate a pag. 1397 della *Gazzetta Ufficiale* n. 94 in data 23 aprile 1955:

agli articoli 1, quinta linea, in luogo di «. . . articoli 82 e 87 . . .» leggasi «. . . articoli 82 *a* 87 . . .».

(2202)

## MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA

### Trasferimento di notai

Con decreto Ministeriale 30 aprile 1955:

Coppola Mario, notaio residente nel comune di Savelli, distretto notarile di Catanzaro, è trasferito nel comune di Bellona, distretto notarile di Santa Maria Capua Vetere;

De Filippo Giuseppe, notaio residente nel comune di Noepoli, distretto notarile di Lagonegro, è trasferito nel comune di Sparanise, distretto notarile di Santa Maria Capua Vetere;

Conte Gioacchino, notaio residente nel comune di Gallipoli, distretto notarile di Lecce, è trasferito nel comune di Piedimonte d'Alife, distretto notarile di Santa Maria Capua Vetere;

Gramegna Paolo, notaio residente nel comune di Formicola, distretto notarile di Santa Maria Capua Vetere, è trasferito nel comune di Capua, stesso distretto;

Ventriglia Fausto, notaio residente nel comune di Santa Sofia, distretto notarile di Forlì, è trasferito nel comune di Carinola, distretto notarile di Santa Maria Capua Vetere;

Coppola Mattia, notaio residente nel comune di Capua, distretto notarile di Santa Maria Capua Vetere, è trasferito nel comune di Aversa, stesso distretto;

Squillaci Vittorino, notaio residente nel comune di Castell'Arquato, distretto notarile di Piacenza, e trasferito in San Giovanni a Teduccio, distretto notarile di Napoli;

Gregni Antonino, notaio residente nel comune di Nonantola, distretto notarile di Modena, è trasferito nel comune di Modena;

Scarano Alessandro, notaio residente nel comune di Savignano sul Rubicone, distretto notarile di Forlì, è trasferito nel comune di Cesena, stesso distretto;

Cavallier Francesco, notaio residente nel comune di Vergato, distretto notarile di Bologna, è trasferito nel comune di Crevalcore, stesso distretto;

Lorusso Caputi Bettino, notaio residente nel comune di Aquino, distretto notarile di Cassino, è trasferito nel comune di Arzignano, distretto notarile di Vicenza;

Letter Eugenio, notaio residente nel comune di Mombello Monferrato, distretto notarile di Casale Monferrato, è trasferito nel comune di Padova;

Piritore Achille, notaio residente nel comune di Cotignola, distretto notarile di Ravenna, è trasferito nel comune di Conselve, distretto notarile di Padova;

Pesole Alberto, notaio residente nel comune di Alanno, distretto notarile di Teramo, è trasferito nel comune di Città di Castello, distretto notarile di Perugia;

Mattiangeli Adalberto, notaio residente nel comune di Terni, è trasferito nel comune di Nettuno, distretto notarile di Roma;

Tappella Alessandro, notaio residente nel comune di Canino, distretto notarile di Viterbo, è trasferito nel comune di Tarquinia, distretto notarile di Roma;

Troiano Mario, notaio residente nel comune di Foggia, è trasferito nel comune di Roma;

Scognamiglio Mario, notaio residente nel comune di Pozzuoli, distretto notarile di Napoli, è trasferito nel comune di Terracina, distretto notarile di Latina;

Simoni Mario, notaio residente nel comune di San Sepolcro, distretto notarile di Arezzo, è trasferito nel comune di Bagnoregio, distretto notarile di Viterbo;

Talani Garibaldi, notaio residente nel comune di Marsciano, distretto notarile di Perugia, è trasferito nel comune di Soriano nel Cimino, distretto notarile di Viterbo;

Pantalani Carlo, notaio residente nel comune di Pizzoli, distretto notarile di L'Aquila, è trasferito nel comune di Caprarola, distretto notarile di Viterbo;

Meale Paolo, notaio residente nel comune di Gissi, distretto notarile di Lanciano, è trasferito nel comune di Vignanello, distretto notarile di Viterbo;

Colalelli Gilberto, notaio residente nel comune di Apiro, distretto notarile di Macerata, è trasferito nel comune di Vetralla, distretto notarile di Viterbo.

(2272)

## MINISTERO DELL'INTERNO

### Autorizzazione all'Amministrazione provinciale di Nuoro ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1953

Con decreto interministeriale in data 21 dicembre 1954, registrato alla Corte dei conti il 14 aprile 1955, registro n. 8 Interno, foglio n. 143, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione provinciale di Nuoro di un mutuo di L. 133.500.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1953.

(2194)

### Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Capua ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1953

Con decreto interministeriale in data 14 gennaio 1955, registrato alla Corte dei conti il 18 aprile 1955, registro n. 8 Interno, foglio n. 268, è stata autorizzata la assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Capua (Caserta) di un mutuo di L. 7.219.500 ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1953.

(2231)

### Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Brocco ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1953

Con decreto interministeriale in data 17 dicembre 1954, registrato alla Corte dei conti il 18 aprile 1955, registro n. 8 Interno, foglio n. 266, è stata autorizzata l'assunzione da parte della Amministrazione comunale di Brocco (Frosinone), di un mutuo di L. 998.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1953.

(2234)

### Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Fumone ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1953

Con decreto interministeriale in data 14 gennaio 1955, registrato alla Corte dei conti il 18 aprile 1955, registro n. 8 Interno, foglio n. 265, è stata autorizzata la assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Fumone (Frosinone), di un mutuo di L. 1.215.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1953.

(2235)

## MINISTERO DELL'INTERNO

**Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Supino ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1953**

Con decreto interministeriale in data 14 gennaio 1955, registrato alla Corte dei conti il 18 aprile 1955, registro n. 8 Interno, foglio n. 264, è stata autorizzata la assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Supino (Frosinone), di un mutuo di L. 2.895.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio 1953.

(2236)

**Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Staranzano ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1953**

Con decreto interministeriale in data 22 dicembre 1954, registrato alla Corte dei conti il 18 aprile 1955, registro n. 8 Interno, foglio n. 263, è stata autorizzata l'assunzione da parte della Amministrazione comunale di Staranzano (Gorizia), di un mutuo di L. 4.074.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1953.

(2237)

**Autorizzazione all'Amministrazione provinciale di L'Aquila ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1954**

Con decreto interministeriale in data 28 dicembre 1954, registrato alla Corte dei conti il 16 aprile 1955, registro n. 8 Interno, foglio n. 234, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione provinciale di L'Aquila di un mutuo di L. 173.900.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1954.

(2196)

**Autorizzazione all'Amministrazione provinciale di Terni ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1954**

Con decreto interministeriale in data 3 gennaio 1955, registrato alla Corte dei conti il 16 aprile 1955, registro n. 8 Interno, foglio n. 235, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione provinciale di Terni di un mutuo di L. 84.200.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1954.

(2192)

**Autorizzazione all'Amministrazione provinciale di Potenza ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1954**

Con decreto interministeriale in data 20 dicembre 1954, registrato alla Corte dei conti il 16 aprile 1955, registro n. 8 Interno, foglio n. 231, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione provinciale di Potenza di un mutuo di L. 261.000.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1954.

(2193)

**Autorizzazione all'Amministrazione provinciale di Latina ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1954**

Con decreto interministeriale in data 17 gennaio 1955, registrato alla Corte dei conti il 16 aprile 1955, registro n. 8 Interno, foglio n. 232, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione provinciale di Latina di un mutuo di L. 70.500.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1954.

(2195)

**Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Latina ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1954**

Con decreto interministeriale in data 22 dicembre 1954, registrato alla Corte dei conti il 14 aprile 1955, registro n. 8 Interno, foglio n. 145, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Latina di un mutuo di L. 82.500.000, con uno degli Istituti all'uopo designati dal Ministero del tesoro, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1954.

(2190)

## MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

**Diffida per smarrimento di diploma di abilitazione all'esercizio professionale**

La dott.ssa Raisa Uciteli in Motneac di Giacobbe, nata a Chisinau (Romania) il 12 maggio 1909, ha dichiarato di avere smarrito il proprio diploma di abilitazione all'esercizio della professione di medico-chirurgo rilasciatole dalla Università di Pisa in data 21 aprile 1933, a seguito degli esami sostenuti nella sessione dell'anno 1932.

Se ne dà notizia ai sensi del combinato disposto degli articoli 55 e 71 del regio decreto 4 giugno 1938, n. 1269, diffidando gli eventuali possessori del diploma smarrito a consegnarlo alla Università di Pisa.

(2177)

## MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

**Conferma in carica del commissario e del vice commissario della Sezione autonoma per la costruzione di alloggi per gli operai delle miniere di zolfo presso l'Istituto autonomo per le case popolari della provincia di Palermo.**

Con decreto del Ministro per i lavori pubblici n. 1259 del 20 aprile 1955, i signori avv. Santi Guido Cacopardo e avvocato Alfredo Berna, sono stati riconfermati sino al 30 giugno 1955, nelle cariche di commissario e vice commissario della Sezione autonoma per la costruzione di alloggi per gli operai delle miniere di zolfo presso l'Istituto autonomo per le case popolari della provincia di Palermo.

(2176)

## MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

**Costituzione del Consorzio di miglioramento fondiario « Goiè, Rosè e Rovalà », con sede in frazione Clapey del comune di Donnaz (Aosta), e nomina della deputazione provvisoria dell'ente.**

Con decreto del Presidente della Repubblica 1° marzo 1955, registrato alla Corte dei conti il 12 aprile 1955, registro n. 7, foglio n. 20, su proposta del Ministro per l'agricoltura e le foreste è stato costituito, ai sensi e per gli effetti degli articoli 55 e 71 del regio decreto 13 febbraio 1933, n. 215, il Consorzio di miglioramento fondiario « Goiè, Rosè e Rovalà », con sede in frazione Clapey del comune di Donnaz (Aosta), ed è stata nominata la deputazione provvisoria dell'ente nelle persone dei signori:

Pramotton Giovanni fu Giuseppe, presidente;
Perroz Giuseppe fu Francesco, vice presidente;
Vuillermoz Arturo di Giuseppe, Pramotton Giuliano fu Vincenzo e Perroz Alessio fu Francesco, membri.

(2133)

**Determinazione delle indennità dovute per i terreni espropriati in applicazione delle leggi di riforma fondiaria**

Con decreti del Presidente della Repubblica in data 16 febbraio 1955, sono state determinate le indennità dovute per i terreni espropriati nei confronti delle ditte di cui all'unito elenco vistato e trasferiti in proprietà agli Enti e Sezioni di riforma fondiaria in forza dei decreti Presidenziali per ciascuna indicati.

Le predette indennità verranno corrisposte in titoli del Prestito per la riforma fondiaria, emessi in forza dell'art. 18 della legge 21 ottobre 1950, n. 841, con gli arrotondamenti di cui all'art. 1 della legge 11 febbraio 1952, n. 70.

I titoli di cui sopra vengono depositati presso gli Istituti di credito per ciascuna ditta specificati nell'elenco medesimo e saranno svincolati dal tribunale competente, ai sensi del combinato disposto degli articoli 9 della legge 12 maggio 1950, n. 230 e 2 della legge 21 marzo 1953, n. 224.

| Numero d'ordine | DITTA ESPROPRIATA | Comune di ubicazione dei terreni espropriati | Superficie espropriata Ha | Decreto Presidenziale di espropriazione | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | N. | Data | Gazzetta Ufficiale N. | Gazzetta Ufficiale Data |
| | **Ente Maremma e Fucino** | | | | | | |
| 1 | BARABINO Vittorio di Carlo | Castiglione della Pescaia | 45.67.82 | 1857 | 26-10-52 | 285 s. o. | 9-12-52 |
| 2 | BOTTEGA Francesco fu Venanzio | Civitavecchia | 220.29.60 | 1864 | 26-10-52 | 285 s. o. | 9-12-52 |
| 3 | CARLINI Vincenzo fu Giovanni | Viterbo | 3.85.37 | 1877 | 26-10-52 | 285 s. o. | 9-12-52 |
| 4 | CONVERSI Cleofe fu Pietro nei GRAZIOLI | Castiglione della Pescaia | 346.31.46 | 919 | 30- 8-51 | 212 s. o. | 15- 9-51 |
| 5 | NICCOLINI Lorenzo fu Eugenio | Castiglione della Pescaia | 37.85.24 | 2858 | 29-11-52 | 8 s. o. 4 | 12- 1-53 |
| 6 | SOCIETA' ANONIMA « ITALCEMENTI » FABBRICHE RIUNITE CEMENTI E CALCE, con sede in Bergamo | Civitavecchia | 15.87.64 | 4390 | 28-12-52 | 19 s. o. 9 | 24- 1-53 |
| 7 | SOCIETA' IMMOBILIARE GROSSETANA ANONIMA, con sede in Milano | Gavorrano | 15.90.65 | 1777 | 3-10-52 | 280 s. o. | 3-12-52 |
| 8 | SOCIETA' PER AZIONI FONDIARIA « SAN PROTASO », con sede in Milano | Roccastrada | 366.19.73 | 3591 | 18-12-52 | 14 s. o. 5 | 19- 1-53 |
| 9 | SOCIETA' PRODOTTI CHIMICI DI NAPOLI, con sede in Roma | Civitavecchia | 114.35.30 | 1961 | 26-10-52 | 287 s. o. | 11-12-52 |
| 10 | SOMAINI Eugenio, Cesare e Carlo, fratelli, fu Francesco | Roma | 67.98.70 | 4394 | 28-12-52 | 19 s. o. 9 | 24- 1-53 |
| 11 | VALENTINI Maddalena, Teti, Maria e Torquato, fratelli e sorelle, fu Amilcare | Castiglione della Pescaia | 391.00.71 | 2821 | 29-11-52 | 8 s. o. 2 | 12- 1-53 |
| 12 | VON WESENDONK Franz fu Otto | Massa Marittima | 88.85.32 | 2843 | 29-11-52 | 8 s. o. 3 | 12- 1-53 |
| 13 | WESENDONK Matilde fu Otto | Montieri | 100.37.09 | 4406 | 28-12-52 | 19 s. o. 9 | 24- 1-53 |
| | **Ente Delta Padano** | | | | | | |
| 14 | PELLI FABBRONI Maria Teresa di Giovanni in MIARI | Cavarzere | 26.10.65 | 2973 | 29-11-52 | 8 s. o. 8 | 12- 1-53 |
| 15 | POSSESSIONE CONDOMINIO BENTIVOGLIO, con sede in Roma | Argenta | 3.31.90 | 3181 | 18-12-52 | 13 s. o. 1 | 17- 1-53 |
| 16 | SALVADEGO MOLIN UGONI Filippo fu Bernardo | Cavarzere | 14.22.29 | 2971 | 29-11-52 | 8 s. o. 7 | 12- 1-53 |
| 17 | SOCIETA' ANONIMA ERIDANIA ZUCCHERIFICI NAZIONALI, con sede in Genova | Ravenna | 1211.79.38 | 3325 | 27-12-52 | 13 s. o. 6 | 17- 1-53 |
| 18 | VALLINI Giuseppe di Giuliano | Chioggia | 106.50.10 | 3220 | 18-12-52 | 13 s. o. 2 | 17- 1-53 |

Roma, addì 8 aprile 1955

(2023)

| Decreto Presidenziale liquidazione indennità | | | | Ammontare indennità Lire | Ammontare indennità arrotondato (Art. 1 legge 11 febbraio 1952, n. 70) (capitale nominale) Lire | Istituto presso cui vengono depositati i titoli del Prestito della riforma fondiaria | TESORERIA |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Data | Registrazione alla Corte dei conti | | | | | | |
| | Data | Reg. Agric. N. | Foglio | | | | |
| 16- 2-55 | 25- 3-55 | 6 | 3 | 3.488.571 — | 3.485.000 | Banca Nazionale Lavoro - Sede di Roma | Roma |
| 16- 2-55 | 25- 3-55 | 6 | 2 | 10.081.322 — | 10.080.000 | Id. Id. | Id. |
| 16- 2-55 | 25- 3-55 | 6 | 1 | 533.953 — | 530.000 | Id. Id. | Id. |
| 16- 2-55 | 25- 3-55 | 5 | 400 | 47.100.650 — | 47.100.000 | Id. Id. | Id. |
| 16- 2-55 | 25- 3-55 | 5 | 399 | 4.156.625 — | 4.155.000 | Id. Id. | Id. |
| 16- 2-55 | 25- 3-55 | 5 | 398 | 1.410.452 — | 1.410.000 | Id. Id. | Id. |
| 16- 2-55 | 25- 3-55 | 5 | 397 | 2.366.762 — | 2.365.000 | Id. Id. | Id. |
| 16- 2-55 | 25- 3-55 | 5 | 396 | 38.274.452 — | 38.270.000 | Id. Id. | Id. |
| 16- 2-55 | 25- 3-55 | 5 | 395 | 10.995.970 — | 10.995.000 | Id. Id. | Id. |
| 16- 2-55 | 25- 3-55 | 5 | 394 | 6.745.859 — | 6.745.000 | Id. Id. | Id. |
| 16- 2-55 | 25- 3-55 | 5 | 393 | 42.709.703 — | 42.705.000 | Id. Id. | Id. |
| 16- 2-55 | 25- 3-55 | 5 | 392 | 4.518.997 — | 4.515.000 | Id. Id. | Id. |
| 16- 2-55 | 25- 3-55 | 5 | 391 | 3.793.655 — | 3.790.000 | Id. Id. | Id. |
| 16- 2-55 | 25- 3-55 | 5 | 390 | 6.512.208,20 | 6.510.000 | Banca Nazionale Agricoltura - Sede di Bologna | Bologna |
| 16- 2-55 | 25- 3-55 | 5 | 389 | 478.856,25 | 475.000 | Id. Id. | Id. |
| 16- 2-55 | 25- 3-55 | 5 | 388 | 4.191.142,50 | 4.190.000 | Id. Id. | Id. |
| 16- 2-55 | 25- 3-55 | 5 | 387 | 205.646.646,88 | 205.645.000 | Id. Id. | Id. |
| 16- 2-55 | 25- 3-55 | 5 | 386 | 15.866.410,80 | 15.865.000 | Id. Id. | Id. |

Visto, p. *Il Ministro*: COBIANCHI

## MINISTERO DELLE POSTE E DELLE TELECOMUNICAZIONI

**Attivazione di servizio fonotelegrafico**

In data 14 settembre 1954, è stato attivato il servizio fonotelegrafico presso l'Agenzia postale di Mariano, frazione di Pellegrino Parmense (Parma), in collegamento con l'ufficio P. T. di Pellegrino Parmense mediante il circuito 6859.

(2218)

## MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 99

**CAMBI VALUTARI (Esportazione)**

**Cambi di chiusura del 2 maggio 1955**

| | Dollaro U. S. A. | Dollaro canadese | Franco svizzero |
|---|---|---|---|
| Borsa di Bologna | 624,80 | 631,25 | 145,77 |
| » Firenze | 624,86 | 634 — | 145,70 |
| » Genova | 624,85 | 632,50 | 145,75 |
| » Milano | 624,84 | 631,50 | 145,77 |
| » Napoli | 624,85 | 631,50 | 145,70 |
| » Palermo | 624,89 | 631,30 | 145,77 |
| » Roma | 624,84 | 631,75 | 145,78 |
| » Torino | 624,88 | 631,50 | 145,70 |
| » Trieste | 624,90 | — | 145,70 |
| » Venezia | 624,89 | 631,25 | 145,77 |

**Media dei titoli del 2 maggio 1955**

| | |
|---|---|
| Rendita 3,50 % 1906 | 62,325 |
| Id. 3,50 % 1902 | 60,45 |
| Id. 5 % 1935 | 93.175 |
| Redimibile 3,50 % 1934 | 81,425 |
| Id. 3,50 % (Ricostruzione) | 71,225 |
| Id. 5 % (Ricostruzione) | 91,30 |
| Id. 5 % (Riforma fondiaria) | 85,40 |
| Id. 5 % 1936 | 92,775 |
| Id. 5 % (Città di Trieste) | 85,15 |
| Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° aprile 1959) | 97,30 |
| Id. 5 % ( » 1° aprile 1960) | 96,85 |
| Id. 5 % ( » 1° gennaio 1961) | 96,725 |
| Id. 5 % ( » 1° gennaio 1962) | 96,65 |
| Id. 5 % ( » 1° gennaio 1963) | 96,675 |

*Il Contabile del Portafoglio dello Stato*
MILLO

**UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI**

**Cambi del 2 maggio 1955**

*Cambi medi per le valute di conto valutario esportazione e rimesse (Decreto-legge 19 settembre 1949, n. 632):*

| | | |
|---|---|---|
| 1 dollaro U.S.A. | Lit. | 624,84 |
| 1 dollaro canadese | » | 631,62 |
| 1 franco svizzero | » | 145,77 |

*Cambio per le contrattazioni in lire sterline* (Decreto Ministeriale 19 settembre 1949, *Gazzetta Ufficiale* 19 settembre 1949, n. 215).

| | | |
|---|---|---|
| 1 lira sterlina | Lit. | 1749,55 |

**Cambi di compensazione**

(Valevoli ai sensi degli accordi esistenti con i singoli Paesi)

| | | | |
|---|---|---|---|
| Belgio | Lit. | 12,498 | per franco belga |
| Danimarca | » | 90,473 | » corona danese |
| Egitto | » | 1794,55 | » lira egiziana |
| Francia | » | 1,78546 | » franco francese |
| Germania | » | 148,788 | » marco occid. |
| Norvegia (c/nuovo) | » | 87,487 | » corona norvegese |
| Olanda | » | 164,45 | » fiorino olandese |
| Svezia (c/speciale) | » | 120,797 | » corona svedese |
| Svizzera (conto A) | » | 142,908 | » franco svizzero |

# CONCORSI ED ESAMI

## MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

**Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso per titoli a un posto di direttore straordinario (gruppo A, grado 7°) nel ruolo del personale tecnico superiore degli Istituti di sperimentazione agraria per la direzione della Stazione chimico-agraria sperimentale di Udine.**

IL MINISTRO PER L'AGRICOLTURA E PER LE FORESTE

Visto il decreto Ministeriale 1° aprile 1954, registrato alla Corte dei conti il 25 maggio 1954, registro n. 9, foglio n. 236, con il quale è stato indetto un concorso per titoli a un posto di direttore straordinario (grado 7°, gruppo *A*) nel ruolo del personale tecnico superiore degli Istituti di sperimentazione agraria, per la direzione della Stazione chimico-agraria sperimentale di Udine;

Visto l'art. 45 del regio decreto 29 maggio 1941, n. 489, concernente la nomina e la composizione delle Commissioni giudicatrici dei concorsi per direttore straordinario nel ruolo del personale tecnico superiore degli Istituti di sperimentazione agraria;

Visto il parere espresso in data 16 dicembre 1954, dalla I Sezione del Consiglio superiore dell'agricoltura in merito alla composizione della Commissione giudicatrice per il concorso di cui sopra;

Vista la legge 4 novembre 1950, n. 888, che stabilisce i compensi a favore dei componenti e segretari delle Commissioni giudicatrici dei concorsi per l'ammissione di personale nelle Amministrazioni dello Stato;

Decreta:

E' nominata la seguente Commissione giudicatrice del concorso per titoli, indetto con decreto Ministeriale 1° aprile 1954, citato nelle premesse, a un posto di direttore straordinario (grado 7°, gruppo *A*) nel ruolo del personale tecnico superiore degli Istituti di sperimentazione agraria per la direzione della Stazione chimico-agraria sperimentale di Udine;

*Membri effettivi:*

Alinari prof. Ernesto, professore di chimica agraria nell'Università di Firenze;

De Cillis prof. Ugo, direttore dell'Istituto nazionale di genetica per la cerealicoltura;

Fabris prof. Antonio, professore di industrie agrarie nell'Università di Napoli (Portici);

La Rotonda prof. Carlo, professore di chimica agraria nella Università di Napoli (Portici);

Mancini prof. Ettore, professore di agronomia e coltivazioni erbacee nell'Università di Bologna.

*Membri supplenti:*

Bottini prof. Ottaviano, professore di chimica agraria nell'Università di Bari;

Castelli prof. Tommaso, professore di microbiologia agraria nell'Università di Perugia.

Ai componenti della Commissione, dato che le disposizioni che regolano il concorso sono in tutto analoghe a quelle per i concorsi a cattedre universitarie, sarà corrisposto il compenso stabilito dall'art. 9 della legge 4 novembre 1950, n. 888.

Ad essi saranno altresì corrisposti, qualora competano, il trattamento economico di missione e il rimborso delle spese di viaggio di cui all'art. 6, secondo comma, di detta legge.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 3 marzo 1955

*Il Ministro:* MEDICI

*Registrato alla Corte dei conti, addì 25 marzo 1955*
*Registro n. 6 Agricoltura e foreste, foglio n. 18.* — PALADINI

(2220)

MOLA FELICE, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.